



Mandats des comités et organes consultatifs

Contexte

Le présent document contient les mandats actualisés des comités et organes consultatifs ci-après en vertu de l'Accord international de 2007 sur le Café.

- Annexe I **Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café** (mandat approuvé en septembre 2010, ICC-105-18)
- Annexe II **Comité consultatif du secteur privé** (mandat approuvé en mars 2009, ICC-102-12)
- Annexe III **Comité des projets** (mandat approuvé en mars 2009, (ICC-102-14) et révisé en septembre 2012 (PJ-34/12 Rev. 1))
- Annexe IV **Comité de promotion et de développement des marchés** (mandat approuvé en mars 2009, ICC-102-13)
- Annexe V **Comité des finances et de l'administration** (mandat approuvé en septembre 2010 (ICC-102-15) et révisé en septembre 2015 (WP-Council 262/15))
- Annexe VI **Comité des statistiques** (mandat approuvé en mars 2009, ICC-102-16)
- Annexe VII **Groupe restreint du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café** (mandat approuvé en septembre 2011 (ICC-107-18) et révisé en septembre 2012 et septembre 2015 (PJ-34/12 Rev. 3))
- Annexe VIII **Sous-comité virtuel de présélection (SCVP)** (mandat approuvé en 2011 et révisé en mars 2015)
- Annexe IX **Groupe directeur de la promotion** (mandat approuvé en mars 2013 (PM-21/12))

FORUM CONSULTATIF SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DU CAFÉ

MANDAT

1. Le Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café (le Forum) facilite les consultations sur les sujets concernant le financement et la gestion des risques dans le secteur du café, en portant une attention particulière aux besoins des petits et moyens producteurs et des communautés locales dans les régions de production de café, notamment :
 - a) la gestion des risques ;
 - b) l'accès au crédit ;
 - c) les outils et les services financiers ;
 - d) les sources de financement et les partenariats pour les activités de mise en valeur du café.

2. Dans ses activités, le Forum :
 - a) facilite la coordination entre les gouvernements, les organes intergouvernementaux, les organisations non gouvernementales et le secteur privé sur des sujets et activités ayant trait au financement dans le secteur du café et à la gestion des risques ;
 - b) facilite les échanges d'information et la coordination éventuelle des activités entre les agences d'aide au développement des Membres ;
 - c) aide le Conseil à identifier des sources de soutien financier pour les projets, études et autres activités de l'Organisation internationale du Café ; et
 - d) aide le Conseil à évaluer les conditions financières des marchés du café, y compris l'échange d'informations sur les bourses de marchandises et les marchés à terme pertinents.

3. Le Forum est composé de représentants des Membres, d'organisations intergouvernementales, d'institutions financières, du secteur privé, d'organisations non gouvernementales et autres ayant les compétences appropriées. La liste de ces organisations est approuvée par le Conseil. Le président du Forum, en consultation avec le Directeur exécutif, lance les invitations à participer au Forum. Le Forum est ouvert à tous les Membres.

4. Le président et le vice-président du Forum sont nommés par le Conseil pour un mandat d'un an qui peut être prorogé d'une année supplémentaire et sont invités à participer aux sessions du Conseil. Le Conseil peut créer un groupe restreint chargé d'organiser et de faciliter les travaux initiaux du Forum.

5. En règle générale, le Forum se réunit au moins une fois par an, pendant une session du Conseil.

6. Le Forum se réunit normalement au siège de l'Organisation. Si le Conseil décide d'accepter l'invitation d'un Membre à tenir une session sur son territoire, le Forum peut également se tenir sur ce territoire, auquel cas les frais supplémentaires qui en résultent, pour l'Organisation, en sus de ceux qui sont encourus lorsque la réunion se tient au siège de l'Organisation, sont à la charge du pays qui accueille la session du Conseil.

7. Les résultats des travaux du Forum sont communiqués au Conseil et, après approbation, sont largement disséminés au moyen de plusieurs outils et techniques et, le cas échéant, de mécanismes mis en place conformément aux dispositions de l'Article 34 (Études, enquêtes et rapports) de l'Accord international de 2007 sur le Café.

COMITÉ CONSULTATIF DU SECTEUR PRIVÉ

MANDAT

1. Le Comité consultatif du secteur privé (CCSP) fait des recommandations sur toute consultation du Conseil et invite le Conseil à se saisir de questions ayant trait à l'Accord, notamment :

- a) Augmentation de la valeur et du volume de la consommation mondiale de café;
- b) Communication positive sur le café;
- c) Mise en place d'un secteur caféier durable;
- d) Sécurité alimentaire ;
- e) Questions ayant trait à la chaîne d'approvisionnement du café;
- f) Qualité; et
- g) Conférences mondiales du Café.

2. Le CCSP est composé de huit représentants du secteur privé des pays exportateurs et de huit représentants du secteur privé des pays importateurs.

3. Les membres du CCSP sont des représentants d'associations ou d'organismes désignés par le Conseil, toutes les deux années caféières ; leur mandat peut être reconduit. Le Conseil veille, dans la mesure du possible, à assurer la désignation :

- a) De deux associations ou organismes relevant du secteur caféier privé de régions ou de pays exportateurs représentant chacun des quatre groupes de café (Arabicas doux de Colombie, Autres Arabicas doux, Brésil et autres Arabicas naturels, Robustas) et représentant de préférence les producteurs et les exportateurs, ainsi qu'un ou plusieurs suppléants pour chaque représentant ; et
- b) De huit associations ou organismes relevant du secteur caféier privé de pays importateurs, qu'ils soient Membres ou non membres, et représentant de préférence les importateurs et les torréfacteurs, ainsi qu'un ou plusieurs suppléants pour chaque représentant.

4. Chaque membre du CCSP est habilité à désigner un ou plusieurs conseillers.

5. Le Directeur exécutif est membre de droit du CCSP.

6. Le CCSP nomme un président et un vice-président parmi ses membres. Les titulaires de ces fonctions sont rééligibles.

7. Le quorum exigé pour les réunions du CCSP est constitué par la majorité simple des membres des associations des pays exportateurs et la majorité simple des membres des associations des pays importateurs

8. Les non membres, les organisations pertinentes et les experts des questions ayant trait au café peuvent assister aux réunions du CCSP à l'invitation du CCSP.

COMITÉ DES PROJETS

MANDAT

1. Le Comité des projets (le Comité) examine toutes les questions ayant trait à la soumission, l'évaluation, l'approbation, l'établissement des priorités et le financement des projets, y compris des propositions d'activités de coopération, ainsi qu'à leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation et la large diffusion de leurs résultats ; il soumet ses recommandations au Conseil.

2. Les activités du Comité comprennent entre autres :
 - a) la définition de domaines prioritaires d'appui aux projets, compte tenu du plan d'action stratégique de l'Organisation ;
 - b) les procédures de soumission et d'approbation des projets ;
 - c) le suivi et l'évaluation des projets au moyen d'une analyse dynamique des principales étapes du cycle des projets :
 - i) identification ;
 - ii) préparation et analyse ;
 - iii) examen préalable ;
 - iv) supervision et évaluation intermédiaire ; et
 - v) arrêt progressif des opérations et diffusion des résultats.
 - d) l'identification des sources de financement des projets et des formes de coopération avec les organisations pertinentes.

3. Pour chaque année caféière, le Conseil désigne huit représentants des Membres exportateurs et trois représentants des Membres importateurs pour siéger au Comité. Le quorum exigé pour les réunions du Comité est constitué par la présence de deux représentants des Membres exportateurs et de deux représentants des Membres importateurs.

4. Le Comité élit un président et un vice-président parmi les Membres désignés. Le président et le vice-président du Comité sont élus parmi des représentants de catégories de Membres différentes et, en règle générale, la présidence et la vice-présidence sont assurées alternativement chaque année caféière par les deux catégories de Membres. A chaque session du Conseil, le président du Comité fait rapport au Conseil sur les travaux du Comité.

COMITÉ DE PROMOTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

MANDAT

1. Le Comité de promotion et de développement des marchés (le Comité) avise le Conseil et lui fait des recommandations sur les questions ayant trait à la promotion de la consommation et au développement des marchés, notamment :
 - a) les plans de promotion, la promotion de la consommation et les activités comme campagnes d'information, recherche, amélioration de la qualité, renforcement des capacités et études ayant trait à la production et à la consommation de café ;
 - b) le café et la santé ;
 - c) l'analyse des nouvelles propositions ; et
 - d) les arrangements de financement des activités de promotion et de développement des marchés au moyen de contributions volontaires des Membres, des non membres, d'autres organisations et du secteur privé.

2. Pour chaque année caféière, le Conseil désigne huit représentants des Membres exportateurs et trois représentants des Membres importateurs pour siéger au Comité. Le quorum exigé pour les réunions du Comité est constitué par la présence de deux représentants des Membres exportateurs et de deux représentants des Membres importateurs.

3. Le Comité élit un président et un vice-président parmi les Membres désignés. Le président et le vice-président du Comité sont élus parmi des représentants de catégories de Membres différentes et, en règle générale, la présidence et la vice-présidence sont assurées alternativement chaque année caféière par les deux catégories de Membres. A chaque session du Conseil, le président du Comité fait rapport au Conseil sur les travaux du Comité.

COMITÉ DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION

MANDAT

1. Le Comité des finances et de l'administration (le Comité) examine en premier lieu toutes les questions de nature financière et/ou administrative avant de soumettre ses recommandations au Conseil, à savoir entre autres :

- i) l'approbation du budget administratif ;
- ii) l'approbation des comptes annuels de l'Organisation ; et
- iii) la nomination du vérificateur.

2. Pour chaque année caféière, le Conseil désigne six représentants des Membres exportateurs et cinq représentants des Membres importateurs pour siéger au Comité. Le quorum exigé pour les réunions du Comité est constitué par la présence de deux représentants des Membres exportateurs et de deux représentants des Membres importateurs.

3. Le Comité élit un président et un vice-président parmi les Membres désignés. Le président et le vice-président du Comité sont élus parmi des représentants de catégories de Membres différentes et, en règle générale, la présidence et la vice-présidence sont assurées alternativement chaque année caféière par les deux catégories de Membres. A chaque session du Conseil, le président du Comité fait rapport au Conseil sur les travaux du Comité.

4. Les réunions du Comité ne sont pas ouvertes aux observateurs

COMITÉ DES STATISTIQUES

MANDAT

1. L'objectif du Comité des statistiques est d'examiner, évaluer et faire des recommandations au Conseil sur les questions statistiques, à savoir :

- (i) certificats d'origine ;
- (ii) informations statistiques sur la production, les prix, les exportations, les importations et les réexportations, la distribution et la consommation de café dans le monde, y compris des informations sur les différentes catégories de marchés, les produits à base de café, les zones géographiques, les structures des marchés, les créneaux de marché, les droits de douane, les taxes et les obstacles tarifaires et non tarifaires ;
- (iii) prix indicatifs ;
- (iv) stocks et réserves ;
- (v) respect par les Membres des dispositions concernant la communication des renseignements statistiques ;
- (vi) assistance technique ;
- (vii) évaluation des définitions techniques ;
- (viii) publications ;
- (ix) diffusion par voie électronique ; et
- (x) liaison avec les autres organisations dans l'objectif d'améliorer la couverture statistique de l'OIC.

2. Pour chaque année caféière, le Conseil désigne huit représentants des Membres exportateurs et trois représentants des Membres importateurs pour siéger au Comité. Le quorum exigé pour les réunions du Comité est constitué par la présence de deux représentants des Membres exportateurs et de deux représentants des Membres importateurs.

3. Le Comité élit un président et un vice-président parmi les Membres désignés. Le président et le vice-président du Comité sont élus parmi des représentants de catégories de Membres différentes et, en règle générale, la présidence et la vice-présidence sont assurées alternativement chaque année caféière par les deux catégories de Membres. A chaque session du Conseil, le président du Comité fait rapport au Conseil sur les travaux du Comité.

**GROUPE RESTREINT DU FORUM CONSULTATIF
SUR LE FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DE CAFÉ**

MANDAT

1. Le Groupe restreint du Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café (ci-après le Groupe) aide le Conseil à organiser et à promouvoir les travaux du Forum, y compris par :

- a) le choix des sujets à examiner par le Forum ;
- b) l'identification des personnes ayant les connaissances pertinentes pour participer au Forum ;
- c) l'élaboration des mécanismes ou des modalités d'examen des sujets au sein du Forum ;
- d) l'identification des moyens de diffusion d'information sur le Forum et les résultats de ses travaux ;
- e) l'exploration de financement du Forum, et
- f) la facilitation et l'encouragement de discussions, débats et échanges d'expériences et d'informations sur les sujets liés à la finance et à la gestion des risques dans le secteur du café.

2. Le Groupe se compose de dix représentants nommés par le Conseil pour un mandat de deux ans, dont quatre représentants des Membres exportateurs et quatre représentants des Membres importateurs. Les Membres intéressés peuvent également y participer. Le président et le vice-président du Forum figurent parmi les représentants du Groupe et siègent en tant que président et vice-président, respectivement, du Groupe.

3. Le Groupe est assisté par le président du Groupe consultatif du secteur privé (CCSP) et par quatre conseillers ayant les compétences pertinentes, qui sont nommés par le Conseil pour un mandat d'un an qui peut être renouvelé si le Conseil en décide ainsi. Le Directeur exécutif est membre de droit du Groupe.

4. À la session du Conseil tenue quelque six mois avant l'expiration du mandat des conseillers, le Groupe présente une recommandation au Conseil au sujet des personnes qui pourraient siéger au Groupe en tant que conseiller. Il présente également une recommandation sur un ou plusieurs sujets qui pourraient être examinés par le Forum. Le Groupe peut identifier des sujets à l'avance, s'il y a lieu.

5. Le Groupe se réunit normalement pendant les sessions ordinaires du Conseil, et peut travailler pendant l'intersession, le cas échéant, par courrier électronique ou par téléconférence pour s'acquitter de ses fonctions.
6. Le président du Groupe fait rapport au Conseil à chaque session.
7. Le Groupe fonctionne en anglais.

SOUS-COMITÉ VIRTUEL DE PRÉSÉLECTION

MANDAT

Objectif

1. Le sous-comité virtuel de présélection (SVP) a pour objectif de hâter le processus d'évaluation des nouvelles propositions de projets et des autres propositions d'activités de coopération soumises au Comité des projets pour examen. Le sous-comité examine et évalue les nouvelles propositions de projets et les autres propositions d'activités de coopération compte tenu des questions d'actualité des projets et soumet ses recommandations au Comité des projets.

Durée

2. Le Sous-comité virtuel de présélection est un sous-comité permanent de l'Organisation.

Présidence du sous-comité

3. Le Directeur exécutif de l'OIC remplit les fonctions de Président du sous-comité.

Composition

4. Le sous-comité est constitué de représentants des Membres exportateurs et des Membres importateurs nommés par les représentants des pays Membres. S'ils le souhaitent, les représentants des pays Membres peuvent se faire représenter par des experts techniques et désigner des conseillers.

5. Les membres du SVP doivent avoir accès à l'Internet et avoir une parfaite connaissance des projets terminés, en cours ou à l'étude par les bailleurs de fonds comme le Fonds commun pour les produits de base (FCPB).

Procédures de travail

6. Le sous-comité fonctionne par courrier électronique (seudieu@ico.org).

7. Le sous-comité travaille en anglais seulement mais afin d'accélérer le processus d'évaluation, les documents clés peuvent également être diffusés dans les autres langues de l'Organisation (espagnol, français ou portugais) selon la langue de la proposition initiale.
8. Le Secrétariat donnera, au besoin, des orientations et informations supplémentaires aux membres du SVP pendant le processus d'examen.
9. Le Secrétariat étudie les observations du sous-comité puis, sur cette base, il établit un rapport d'évaluation préliminaire qui est communiqué aux pays qui ont présenté la nouvelle proposition de projet ou d'autres propositions d'activités de coopération afin qu'ils prennent les mesures appropriées.
10. Le Secrétariat soumettra les propositions de projets au SVP pour évaluation avant la mi-décembre et la mi-juin. À leur tour, les membres du SVP doivent normalement renvoyer au Secrétariat leur évaluation de propositions de projets avant le 31 janvier et 31 juillet pour les réunions de mars et septembre respectivement. Le Secrétariat établit son rapport d'évaluation sur la base des observations reçues.
11. Le Directeur exécutif en tant que Président du sous-comité fait rapport au Comité des projets.
12. Les Membres du SVP pourrait aider le Secrétariat à identifier/proposer des sources de financement des projets pertinents.

Évaluation des propositions

13. Le sous-comité complète la liste récapitulative préparée par le Secrétariat pour chaque évaluation de nouvelle proposition de projet.
14. Les éléments d'appréciation pouvant être pris en considération par le sous-comité peuvent être téléchargés depuis le site web de l'OIC, www.ico.org, sous la section "Projets" :
 - i) Appel à propositions du Fonds commun pour les produits de base.
 - ii) Le dernier rapport de situation sur les projets (afin d'éviter toute répétition inutile des efforts et garantir l'établissement de synergies avec les projets sur le café en cours parrainés par l'OIC).
 - iii) La stratégie de mise en valeur du café de l'OIC (document ICC-105-16 Rev. 1).
 - iv) Les informations pertinentes sur la présentation de dossiers à d'autres instances donatrices.

PROJET DE MANDAT DU GROUPE DIRECTEUR DE LA PROMOTION

Objectif

1. L'objectif du groupe directeur de la promotion (GDP) est de conseiller le Comité de promotion et de développement des marchés ("le Comité") et de lui faire des recommandations, en mettant un accent particulier sur les petits producteurs, sur la mise en œuvre du Plan de promotion et de développement des marchés, notamment :
 - i) Le développement de réseaux multi-acteurs.
 - ii) Le recrutement d'agents de promotion.
 - iii) L'élaboration d'une allégation générique sur le café.
 - iv) L'analyse des rapports et propositions.
 - v) L'étude des sources de financement et de l'affectation et du décaissement des fonds, le cas échéant.

2. Le GDP est composé de quatre représentants des Membres exportateurs et de deux représentants des Membres importateurs, du président et du vice-président du Comité et du président du Conseil consultatif du secteur privé. Il est également ouvert à tous les Membres intéressés. S'ils le souhaitent, les représentants peuvent désigner des conseillers. Les membres du GDP sont normalement nommés par le Comité à sa dernière réunion de l'année caféière, pour un mandat de deux ans.

3. Le président et le vice-président du Comité siègent à titre de président et de vice-président, respectivement, du groupe.

4. Le Directeur exécutif est membre de droit du groupe.

5. Le GDP fonctionne uniquement en anglais.

6. Le groupe travaille entre les sessions par courrier électronique ou par téléconférence et peut tenir des réunions pendant les sessions ordinaires du Conseil ou à d'autres moments, si besoin est.